

## **Avis de convocation / avis de réunion**

---

**SAFE ORTHOPAEDICS**

Société Anonyme au capital de 1.346.004,59 €

Siège social : Parc des Bellevues, Allée Rosa Luxemburg, Bâtiment le Californie – 95610 Éragry-sur-Oise

520 722 646 R.C.S. PONTOISE

(la « Société »)

**AVIS RECTIFICATIF A L'AVIS DE RÉUNION PUBLIÉ AU****BULLETIN DES ANNONCES LÉGALES OBLIGATOIRES N° 126 DU 21 OCTOBRE 2019 SOUS LE NUMÉRO 1904565**

Il est rappelé à Mesdames et Messieurs les actionnaires de la Société qu'ils sont convoqués le mardi 26 novembre 2019 en assemblée générale extraordinaire à 10h au siège de la Société, sis Parc des Bellevues, Allée Rosa Luxemburg, Bâtiment le Californie – 95610 Éragry-sur-Oise.

L'attention des actionnaires est attirée sur le fait que l'ordre du jour publié dans l'avis de réunion de l'assemblée générale extraordinaire paru au BALO n° 126 en date du 21 octobre 2019 sous le numéro 1904565 est modifié.

Pour la première résolution, il est proposé que le regroupement des actions de la Société se fasse par attribution d'une action ordinaire nouvelle (désormais d'une valeur nominale de **1,50 €**) contre **150** actions ordinaires et non plus 100 actions ordinaires anciennes.

Pour la deuxième résolution, il est proposé que l'autorisation à consentir au conseil d'administration à l'effet de décider une réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions soit donnée dans la limite de 10% en plus ou en moins d'un montant de **2.000.000 d'euros** et non plus 1.000.000 d'euros.

Le conseil d'administration de la Société a agréé l'ordre du jour et le texte des résolutions ci-après reproduits :

***Ordre du jour*****Ordre du jour de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :**

1. Regroupement des actions de la Société par attribution d'une (1) action ordinaire nouvelle d'un euro et cinquante centimes (1,50 €) de valeur nominale unitaire contre cent cinquante (150) actions ordinaires anciennes d'un centime d'euro (0,01 €) de valeur nominale unitaire – Délégation de pouvoirs au conseil d'administration avec faculté de subdélégation à l'effet de mettre en œuvre le regroupement d'actions ;
2. Autorisation à consentir au conseil d'administration à l'effet de décider une réduction de capital motivée par des pertes dans la limite de 10% en plus ou en moins d'un montant de deux millions (2.000.000) d'euros par voie de diminution de la valeur nominale des actions – Délégation de pouvoirs au conseil d'administration en vue de sa réalisation ;
3. Pouvoir pour les formalités.

**PREMIÈRE RÉOLUTION**

***Regroupement des actions de la Société par attribution d'une (1) action ordinaire nouvelle d'un euro et cinquante centimes (1,50 €) de valeur nominale unitaire contre cent cinquante (150) actions ordinaires anciennes d'un centime d'euro (0,01 €) de valeur nominale unitaire – Délégation de pouvoirs au conseil d'administration avec faculté de subdélégation à l'effet de mettre en œuvre le regroupement d'actions***

**L'Assemblée**, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires conformément à l'article L. 225-96 et aux articles L. 228-29-1 et suivants du code de commerce, connaissance prise du rapport du conseil d'administration de la Société (le « **Conseil d'Administration** »)

Et après avoir rappelé que le capital social de la Société s'élève, à la date du 5 novembre 2019, à 1.346.004,59 euros et est divisé en 134.600.459 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune,

**décide** de procéder au regroupement des actions composant le capital social de la Société de telle sorte que cent cinquante (150) actions ordinaires de la Société d'une valeur nominale unitaire d'un centime d'euro (0,01 €) seront échangées contre une (1) action ordinaire de la Société d'une valeur nominale unitaire d'un euro et cinquante centimes (1,50 €) ;

**constate** que les actionnaires ne disposant pas du nombre de titres nécessaires pour procéder à ce regroupement seront tenus de procéder aux achats ou aux cessions de titres nécessaires pour réaliser le regroupement dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de début des opérations de regroupement ;

**décide** que les actions nouvelles bénéficieront immédiatement du droit de vote double, sous réserve d'être maintenues au nominatif, si à la date du regroupement des actions anciennes dont elles sont issues, chacune de ces actions anciennes bénéficiait du droit de vote double. En cas de regroupement d'actions anciennes qui étaient inscrites au nominatif depuis des dates différentes, le délai retenu pour l'appréciation du droit de vote double des actions nouvelles serait réputé débiter à la date la plus récente de mise au nominatif des actions anciennes ;

**donne tous pouvoirs** au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet de mettre en œuvre le regroupement d'actions et notamment, mais non limitativement, de :

- fixer la date du début des opérations de regroupement qui interviendrait au plus tôt quinze (15) jours après la date de publication d'un avis de regroupement par la Société au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO) ;
- établir et publier tous avis et procéder à toutes formalités prévues par la loi, et notamment effectuer toutes formalités utiles à la cotation et au service financier des actions,
- constater et arrêter le nombre exact d'actions à regrouper et le nombre exact d'actions résultant du regroupement avant le début des opérations de regroupement,
- suspendre, le cas échéant, pour une durée n'excédant pas trois (3) mois, l'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital pour faciliter les opérations de regroupement,
- ajuster, si nécessaire, afin de tenir compte du regroupement d'actions et de la nouvelle valeur nominale des actions, les plafonds et/ou seuils figurant dans les différentes délégations et autorisations consenties au Conseil d'Administration par décision de l'assemblée générale des actionnaires,
- déterminer et procéder le cas échéant à l'ajustement (y compris par voie d'ajustement en numéraire) des droits des bénéficiaires d'attribution gratuite d'actions et des titulaires de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital social de la Société,
- constater la réalisation du regroupement et modifier en conséquence les statuts de la Société,

- et plus généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire en vue de mettre en œuvre le regroupement des actions de la Société, dans les conditions susvisées et conformément aux dispositions législatives et réglementaires ;

**prend acte** qu'un actionnaire de la Société a renoncé au regroupement d'un certain nombre d'actions afin d'obtenir un nombre rond d'actions au résultat de l'application du ratio d'échange choisi ci-avant ;

**décide** que la présente délégation est consentie pour une durée qui expirera à la date de la prochaine assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice en cours à clore le 31 décembre 2019.

#### **DEUXIÈME RÉOLUTION**

***Autorisation à consentir au conseil d'administration à l'effet de décider une réduction de capital motivée par des pertes dans la limite de 10% en plus ou en moins d'un montant de deux millions (2.000.000) d'euros par voie de diminution de la valeur nominale des actions – Délégation de pouvoirs au conseil d'administration en vue de sa réalisation***

L'Assemblée, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L. 225-204 du Code de commerce :

**autorise** une réduction du capital social pour cause de pertes dans la limite de 10% en plus ou en moins d'un montant de deux millions (2.000.000) d'euros par voie de diminution de la valeur nominale des actions ;

**décide** que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, pendant une durée de douze (12) mois à compter de la date de la présente assemblée, à l'effet :

- d'arrêter le montant définitif de la réduction de capital dans la limite de 10% en plus ou en moins du montant de deux millions (2.000.000) d'euros ainsi que la nouvelle valeur nominale des actions, sous réserve que la réduction de capital n'ait pas pour effet de ramener le montant du capital après sa réduction à un montant inférieur au minimum légal ;
- d'affecter le montant définitif de la réduction de capital au compte « Report à nouveau » ;
- de procéder à la modification corrélative des statuts de la Société ; et
- d'accomplir toutes formalités requises.

#### **TROISIÈME RÉOLUTION**

##### ***Pouvoirs pour formalités***

L'Assemblée **donne** tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour effectuer toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

\*\*\*

Le reste de l'avis de réunion demeure inchangé.

***Le Conseil d'Administration***